ENCYCLOPÉDIE
sur le développement
des jeunes enfants

IMMIGRATION

La situation socio-démographique des familles immigrantes modernes

Donald J. Hernandez, Ph.D.

Professeur émérite, département de sociologie

University at Albany, SUNY & Hunter College and the Graduate Center, CUNY, États-Unis

Avril 2020, Éd. rév.

Introduction

La plupart des pays riches ont connu de fortes augmentations dans le nombre et la diversité des familles immigrantes au cours des dernières décennies. La première étude qui s'est servie du recensement de la population et des données de systèmes d'enregistrement de façon à faire des estimations comparables à l'échelle internationale pour huit pays riches a par exemple constaté que les enfants de familles immigrantes représentent 10 % de la population totale d'enfants en Italie, de 16 à 17 % en France et au Royaume-Uni, de 22 à 26 % en Allemagne, aux Pays-Bas et aux États-Unis, et les proportions sont encore plus élevées en Australie et en Suisse, où ils représentent 33 % et 39 % de leur population respective d'enfants.[1]

Comme les enfants d'aujourd'hui (de 0 à 17 ans en 2010) seront à l'âge productif de 40 à 57 ans en 2050, ils constitueront une grande proportion des travailleurs, des contribuables et des électeurs qui supporteront les populations principalement non immigrantes de personnes âgées et de retraités de ces pays au milieu du siècle. Par conséquent, le bien-être, le développement et

©2020-2026 ABILIO | IMMIGRATION

le succès des enfants de familles immigrantes – en particulier ceux de pays en développement non occidentaux dont la race, l'ethnie, la langue, la religion et la culture sont souvent différentes de celles des populations de non-immigrants plus âgés – sont importants pour tous les résidants des pays riches. Leur intégration réussie à la culture, au système scolaire et aux autres institutions des quartiers, des villes et des pays dans lesquels ils vivent est dans l'intérêt de tous les habitants de ces pays.

Données démographiques

Bon nombre de ces familles immigrantes viennent de pays à revenu faible ou moyen (PRFM), où la culture, la religion et les origines linguistiques et ethniques sont différentes de celles du pays d'accueil. Parmi ces huit pays riches, la proportion de familles immigrantes venant de PRFM varie de 50 à 80 % (10 % en Allemagne).

- Les enfants de familles immigrantes venant de PRFM qui représentent la plus grande proportion dans huit pays riches arrivent habituellement d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine et des Caraïbes. Presque tous les enfants de familles immigrantes (de 95 à 100 %) venant de PRFM sont originaires de ces régions en Australie, au Royaume-Uni et aux États-Unis, et le sont aussi en très grandes proportions en France (88 %), aux Pays-Bas (70 %) et en Italie (67 %). Ces origines expliquent les plus petites proportions du total venant de PRFM en Suisse (36 %) et en Allemagne (20 %), car les immigrants de ces pays viennent principalement des PRFM d'Europe de l'Est et de l'ex-URSS.[1]
- Bien des immigrants de pays riches bien précis viennent de pays à revenu relativement faible qui sont situés à proximité, ont le même passé colonial ou dont la situation géopolitique est similaire, ce qui fait en sorte que de grandes concentrations d'immigrants arrivent d'un nombre restreint de pays. Par exemple, le Mexique est, à lui seul, le pays d'origine de près de la moitié (46 %) des enfants de PRFM aux États-Unis, et les deux tiers (69 %) des enfants de familles immigrantes venant de PRFM arrivent de deux pays en France (34 % d'Algérie et 35 % du Maroc), la moitié (50 %) en Allemagne (31 % de Russie et 19 % de Turquie) et presque la moitié (47 %) aux Pays-Bas (23 % du Maroc et 24 % de Turquie).
- Bien que les concentrations soient plus faibles dans les quatre autres pays riches, elles sont tout de même considérables : deux cinquièmes (40 %) en Suisse (29 % de Yougoslavie et 11 % de Turquie), un tiers (35 %) au Royaume-Uni (15 % d'Inde et 20 % du Pakistan), et

©2020-2026 ABILIO | IMMIGRATION

plus de un cinquième en Australie (24 %, dont 10 % des Philippines et 14 % du Vietnam) et en Italie (22 %, dont 10 % d'Albanie et 12 % du Maroc). Parallèlement, les pays riches constituent généralement aussi la destination d'immigrants provenant d'une très vaste gamme de pays, ce qui fait que la population d'immigrants de certains pays est extrêmement diversifiée.

Forces socio-démographiques des familles immigrantes

Les immigrants doivent souvent surmonter des obstacles et des défis énormes dans leur pays d'adoption. La décision d'immigrer témoigne de motivations profondes, comme la recherche d'une amélioration des possibilités économiques, le désir de retrouver ses parents, ses enfants ou d'autres membres de la famille qui vivent déjà dans le futur pays et le besoin d'échapper à la guerre ou à la persécution qu'ils subissent en raison de leur religion, de leur groupe social ou de leurs opinions politiques. On ne devrait donc pas non plus s'étonner que les immigrants apportent leur grande force et leur volonté dans leur nouveau pays.

- Les familles représentent une source extrêmement importante de soins, de dévouement et de soutien pour les enfants. Des recherches menées aux États-Unis et au Royaume-Uni ont montré que les enfants qui vivent avec deux parents ont en moyenne plus de chances que les enfants de familles monoparentales d'avoir un certain avantage sur le plan de la réussite scolaire.[2,3] Dans 7 des 8 pays, les enfants d'immigrants ont environ autant de chances, sinon plus, de vivre dans des familles à deux parents que les enfants des familles non immigrantes.[1] Les proportions sont pratiquement identiques en Italie (92 %) et légèrement plus élevées pour les immigrants en France (89 % contre 88 %) et en Suisse (91 % contre 88 %). Le groupe d'immigrants a plus de chances que le groupe de non-immigrants de vivre dans un foyer avec deux parents en Allemagne et aux ÉtatsUnis (87 % contre 79 %, une différence de 8 à 9 %) ainsi qu'en Australie (83 % contre 74 %) et au Royaume-Uni (84 % contre 75 %).
- Les parents immigrants ont un engagement solide envers le travail.[1] Malgré les difficultés que les immigrants peuvent éprouver au moment de trouver un emploi étant donné leur langue, leur éducation ou leur culture différentes de celles du pays d'accueil, les pères immigrants ont plus, ou juste un peu moins de chance que les pères non immigrants d'occuper un emploi. Dans la plupart des pays, au moins quatre pères de famille immigrante sur cinq ont un emploi.

©2020-2026 ABILIO | IMMIGRATION

- Les parents immigrants sont non seulement entièrement dévoués à leur travail, mais aussi à leur pays d'adoption comme le reflètent les statistiques sur la durée de résidence et la citoyenneté dans le pays d'accueil. La proportion de familles immigrantes monoparentales qui vivent au pays depuis moins de cinq ans est seulement de 16 à 17 % en Italie et en Suisse, et correspond toujours à moins de 11 à 12 % aux États-Unis, en Australie et aux Pays-Bas.[1] Ainsi, la grande majorité des parents vivent dans le pays d'accueil depuis au moins cinq ans. En fait, bien des parents sont des citoyens de leur nouveau pays.[1]
- La vaste majorité des enfants de familles immigrantes sont des immigrants de deuxième génération nés dans le pays d'adoption de leurs parents.[1] La proportion de cette génération atteint 40 % en Australie, 71 % en Italie, 75 % en Suisse, 76 % aux États-Unis, 79 % au Royaume-Uni, 84 % aux Pays-Bas et 86 % en France et en Allemagne. La proportion d'enfants de familles immigrantes qui sont citoyens du pays d'accueil des parents est environ la même en Italie (71 %) ou plus élevée aux États-Unis (85 %) et en Australie (89 %). Dans deux pays où la citoyenneté n'est pas un droit acquis à la naissance, la proportion d'enfants de familles immigrantes qui sont citoyens du pays est cependant considérablement inférieure, à savoir 59 % en Allemagne et 44 % en Suisse, ce qui fait que de nombreux enfants d'immigrants résidant dans le pays d'accueil depuis la naissance ne sont pas citoyens de leur pays natal. Les enfants de familles immigrantes nés dans le pays d'accueil des parents ont tendance à passer la majeure partie, sinon la totalité de leur vie dans ce pays et à fréquenter les écoles ainsi qu'à apprendre la langue et les coutumes du pays à mesure qu'ils grandissent.
- Le grand dévouement des familles immigrantes à leur pays d'adoption se reflète aussi dans les taux élevés d'immigrants propriétaires d'une maison dans le pays d'accueil.[1] En France, plus du tiers des enfants de familles immigrantes vivent dans des maisons dont elles sont propriétaires et cette proportion s'élève à une famille sur deux ou plus en Italie et aux États-Unis, et à environ deux familles sur trois au Royaume-Uni et en Australie. Ces résultats suggèrent que beaucoup d'immigrants s'enracinent solidement dans leur pays d'accueil et s'investissent concrètement dans leur collectivité en y achetant des maisons et en faisant preuve d'un grand engagement pour leur quartier, leur ville et leur pays d'adoption.

Défis de nombreuses familles immigrantes

©2020-2026 ABILIO | IMMIGRATION

L’intégration socio-économique des immigrants peut assurer le succès de l’acculturation, et deux indicateurs importants du statut socio-économique des immigrants sont le niveau de scolarisation et le revenu familial.[4] La connaissance de la langue de la société d’accueil sert également depuis longtemps d’indicateur de l’intégration sociale ou de l’acculturation.[5] Ces indicateurs reflètent non seulement le niveau courant d’intégration sociale ou d’acculturation, mais sont aussi des ressources précieuses pour les enfants, qui cherchent à s’intégrer dans le pays d’adoption de leurs parents. Cependant, bien des enfants d’immigrants vivent dans des familles qui font face à des défis liés à l’éducation parentale limitée, à la pauvreté et à l’apprentissage de la langue de la société d’accueil.

- Les parents très instruits sont bien placés pour aider leurs enfants dans leurs devoirs et pour négocier en leur nom avec les enseignants et les administrateurs scolaires alors que les parents peu instruits peuvent ne pas avoir l’expérience et les connaissances nécessaires pour leur offrir ce soutien de façon adéquate. Plusieurs enfants de familles immigrantes, de 11 % en Italie à 42 % au Royaume-Uni, vivent avec un père qui a un diplôme d’études collégiales.[1] Toutefois, les proportions de pères qui n’ont pas terminé leurs études secondaires sont beaucoup plus élevées et dépassent largement les niveaux pour les enfants de familles non immigrantes dans chaque pays (sauf en Australie et en Italie). L’écart avec le groupe d’immigrants plus susceptibles d’avoir un père n’ayant pas terminé ses études secondaires s’élève à 20 % en France, aux États-Unis, en Suisse et en Allemagne (les résultats pour les mères sont à peu près semblables). Ces faibles niveaux d’éducation parentale sont préoccupants, car on sait depuis longtemps que les enfants dont les parents sont moins instruits ont eux-mêmes tendance à avoir moins de succès que les autres enfants à l’école et à moins bien réussir à l’âge adulte sur le marché du travail.[6,7,8,9]
- Le revenu familial procure des ressources essentielles aux enfants, et ceux de familles à faible revenu ont tendance à connaître moins de succès à l’école et à avoir un revenu inférieur à l’âge adulte.[8,10,11] La majeure partie du revenu familial de la plupart des familles provient des revenus que les parents et les autres membres de la famille touchent en tant qu’employés rémunérés sur le marché du travail. Les transferts sociaux du gouvernement peuvent aussi être importants, en particulier pour les familles à faible revenu. Si l’on tient compte des revenus gagnés sur le marché du travail et des transferts sociaux, les proportions d’enfants de familles immigrantes qui vivent dans la pauvreté sont d’environ 1 enfant sur 7 en Allemagne, près de 1 sur 5 en France et en Australie, plus de 1 sur 4 au Royaume-Uni et 1 sur 3 aux États-Unis. Les taux de pauvreté chez les enfants de familles

non immigrantes sont de 6 à 13 % moins élevés en Australie, en Allemagne, en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Ainsi, après la prise en compte de l'effet des programmes de transferts sociaux, l'Australie, la France et l'Allemagne affichent les taux de pauvreté les plus bas chez les groupes d'immigrants et de non-immigrants, le Royaume-Uni enregistre des taux de pauvreté moyens (29 % et 16 %) et c'est aux États-Unis que ces taux sont les plus hauts. La connaissance de la langue de la société d'accueil est nécessaire pour les enfants inscrits dans une école où cette langue est enseignée et pour les parents sur le marché du travail et dans d'autres cadres comme le contexte scolaire, où les parents peuvent être les principaux défenseurs de leurs enfants et où ils constituent, après les enseignants, la plus grande source de soutien et de conseils académiques. Même si bon nombre d'entre eux parlent la langue de leur nouveau pays, l'apprentissage de la langue de la société d'accueil est un défi considérable pour beaucoup de parents et d'enfants de familles immigrantes. Dans trois pays enregistrant des données comparables, la proportion d'enfants de familles immigrantes qui parlent une langue différente de celle(s) du pays d'accueil à la maison est seulement de 34 % en Australie, mais s'élève à 62 % en France et à 66 % aux États-Unis.

- La plupart des enfants de familles immigrantes apprennent la langue du pays d'accueil en se faisant des amis, en fréquentant l'école et en participant aux autres aspects de la vie sociale. Les enfants de familles immigrantes apprennent souvent la langue de la société d'accueil plus rapidement que leurs parents. Aux États-Unis, par exemple, quatre enfants de familles immigrantes sur cinq (81 %) parlent uniquement l'anglais ou le parlent très bien. La moitié des enfants de familles immigrantes (52 %) parlent une autre langue à la maison et parlent très bien anglais. Beaucoup d'enfants de familles immigrantes ont par conséquent de grandes chances de maîtriser deux langues et ainsi de pouvoir les parler, les lire et les écrire avec facilité s'ils reçoivent une formation officielle tant en anglais que dans la langue maternelle de leur(s) parent(s).
- En général, la plupart des enfants de familles immigrantes grandissent dans des environnements linguistiques complexes qui peuvent aider à encourager le développement des compétences linguistiques dans la langue du pays d'accueil, même si une plus petite proportion vit avec des parents et d'autres membres de la famille qui ne parlent pas ou peu cette langue. Ces familles, et leurs écoles, ont des possibilités et des défis particuliers. La nécessité d'avoir accès à des politiques et à des programmes permettant d'éduquer les enfants de parents immigrants de la façon la plus efficace possible constitue un de ces

©2020-2026 ABILIO | IMMIGRATION

défis.

- Les résultats récents d'une étude longitudinale menée aux États-Unis et d'une étude transnationale de treize pays dont les États-Unis suggèrent que les adolescents qui parlent couramment la langue du pays d'origine de leurs parents et celle de la société d'accueil, et qui s'identifient et participent tant à la culture de la société d'origine qu'à celle de la société d'accueil s'adaptent mieux que les adolescents qui ont d'autres profils d'acculturation.[12,13] Les mesures de l'adaptation utilisées dans ces deux études comprennent une plus grande estime de soi, une éducation supérieure et des attentes plus élevées quant au futur emploi, une meilleure réussite scolaire, des niveaux de problèmes de santé mentale plus faibles (p. ex., anxiété, dépression et symptômes psychosomatiques) ainsi qu'une plus grande satisfaction à l'égard de la vie et des niveaux de comportements antisociaux plus bas.

Politiques qui favorisent l'intégration

Les politiques et les programmes de quatre secteurs (l'éducation, les ressources financières et économiques, les soins de santé et le travail de proximité lié à la langue) peuvent contribuer à garantir que les familles immigrantes disposent des ressources dont elles ont besoin pour réussir.

- ***Éducation***. Les enfants de familles immigrantes devraient avoir accès à des programmes d'éducation à la petite enfance de haute qualité. Ces programmes peuvent se révéler particulièrement utiles pour le développement cognitif et langagier des enfants de familles immigrantes dont les parents apprennent la langue prédominante du pays d'adoption.[14,15,16,17] Les obstacles socio-économiques limitent grandement l'accès des groupes d'immigrants aux programmes d'éducation à la petite enfance.[18] Il faut mettre en œuvre des politiques, des programmes et des plans en matière d'éducation qui s'adressent à la récente première génération et qui encouragent la maîtrise orale et l'alphabétisation (lire et écrire) dans les deux langues. Les politiques, les programmes et les plans d'études en matière d'éducation destinées aux adolescents immigrants de première génération récemment arrivés qui ne sont pas ou peu familiers avec le système scolaire doivent s'intéresser à un ensemble de questions bien différentes des politiques destinées aux immigrants de première génération qui arrivent à un plus jeune âge et reçoivent la plus grande partie ou la totalité de leur éducation dans la culture d'accueil.

©2020-2026 ABILIO | IMMIGRATION

- ***Ressources économiques et accès aux prestations***. Dans la mesure où le fait que certains parents immigrants ne sont pas éligibles aux programmes d'aide sociale contribue à priver les enfants de prestations et de services publics importants et dans la mesure où la plupart des enfants et des parents sont ou deviendront citoyens, la suppression des règles d'inéligibilité est dans l'intérêt des familles et des enfants immigrants et dans celui de tous les membres de la société, y compris la génération du baby-boom pour qui le fait d'avoir une population active en santé et productive sur qui compter à la retraite sera un avantage.
- ***Assurance maladie***. Les enfants et leur famille doivent être en bonne santé pour réussir à l'école et au travail. Bien des enfants de familles immigrantes qui viennent de pays affichant des taux de pauvreté élevés ne sont pas couverts par l'assurance maladie. Ils risquent fortement de ne pas bénéficier d'une assurance même lorsque l'éducation parentale, les rapports sur l'état de santé et le nombre de parents à la maison ont fait l'objet d'évaluations et qu'un de leurs parents occupe un emploi à plein temps pendant toute l'année.[19] La raison principale donnée par les parents pour expliquer pourquoi les enfants ne sont pas assurés est la même chez les groupes d'immigrants que chez les groupes de non-immigrants : les coûts de l'assurance sont trop chers.
- ***Soins de santé et compétence culturelle langagière et professionnelle***. Les services d'assistance et d'interprétation à la langue parlée à la maison ainsi que la prestation de soins de santé adaptés à la culture sont essentiels parce que beaucoup d'enfants et de parents sont encore en train d'apprendre la langue et bon nombre d'entre eux ont une culture d'origine dans laquelle les traditions en ce qui a trait à la prestation de soins de santé sont différentes. Il est crucial que les établissements d'éducation et de santé ainsi que les autres organismes offrent des services d'assistance et d'interprétation dans les langues que les enfants et leurs parents parlent à la maison. Sans ces efforts, ces organismes pourraient se couper de la clientèle de familles et d'enfants immigrants qui augmente rapidement.

Conclusions et implications pour les services et les politiques destinés aux immigrants

Les enfants d'immigrants, en particulier ceux issus de pays à revenu faible ou moyen, occuperont à l'âge adulte une place de plus en plus importante dans la vie économique et sociale des pays riches, car ils augmentent en nombre et les populations non immigrantes vieillissent rapidement en raison de leurs faibles taux d'accroissement naturel. Les récentes projections démographiques pour la période allant environ de 2000 à 2050 indiquent par exemple que si l'on

considère la population mondiale, la population non occidentale sera approximativement deux fois plus nombreuse et passera ainsi de 9 % à 25 % en Angleterre et au Pays de Galles, de 7 % à 18 % en Allemagne, de 9 % à 17 % aux Pays-Bas, et on observera une augmentation similaire pour ce qui est de la population des minorités ethniques et raciales aux États-Unis, qui passera de 31 % à 50 %.[20,21] Presque tous s'entendent pour dire que les droits de l'immigration devraient être appliqués, mais il existe de nombreuses démarches possibles pour le faire, et la façon dont elles devraient être mises en application ne devrait pas porter préjudice aux enfants.

Références

1. Hernandez DJ, Macartney S, Blanchard VL. Children in immigrant families in eight affluent countries: Their family, nationale and international context. Florence, Italy: UNICEF Innocenti Research Centre; 2009.
2. Cherlin AJ. Going to Extremes: Family Structure, Children's Well-Being and Social Sciences. *Demography*1999;36(4):421-428.
3. McLanahan S, Sandefur GD. *Growing Up with a single parent: What hurts, What helps*. Cambridge, MA: Harvard University Press; 1994.
4. Lieberson S, Waters MC. *From many strands: Ethnic and racial groups in contemporary America*. New York: Russell Sage Foundation; 1988.
5. Alba R, Nee V. *Remaking the American mainstream: Assimilation and contemporary immigration*. Cambridge, MA: Harvard University Press; 2003.
6. Blau PM, Duncan OD. *The American occupational structure*. New York, NY: Wiley; 1967.
7. Featherman DL, Hauser RM. *Opportunity and change*. New York, NY: Academic Press; 1978.
8. Sewell WH, Hauser RM. *Education, occupation and earnings*. New York, NY: Academic Press; 1975.
9. Sewell WH, Hauser RM, Wolf WC. Sex, schooling, and occupational status. *American Journal of Sociology*1980;83(3):551-583.
10. Duncan GJ, Brooks-Gunn J, eds. *Consequences of growing up poor*. New York, NY: Russell Sage Foundation; 1997.
11. McLoyd V. Socioeconomic disadvantage and child development. *American Psychologist* 1998;53(2):185-204.
12. Portes A, Rumbaut RG. *Legacies: The story of the immigrant generation*. Berkeley, CA: University of California Press; 2001.
13. Sam DL, Vedder P, Ward C, Horenczyk G. Psychological and sociocultural adaptation of immigrant youth. In: Berry JW, Phinney JS, Sam DL, Vedder P, eds. *Immigrant youth in cultural transition: Acculturation, identify, and adaptation across national contexts*. Mahwah, NJ: Erlbaum; 2006:117-142.
14. Gormley WT. Early childhood care and education: Lessons and puzzles. *Journal of Policy Analysis and Management* 2007;26(3):633–671.

©2020-2026 ABILIO | IMMIGRATION

15. Gormley WT. The effect of Oklahoma's pre-k program on Hispanic children. *Social Science Quarterly* 2008;89(4):916–936.

16. Gormley WT, Gayer T. Promoting school readiness in Oklahoma: An evaluation of Tulsa's pre-k program. *Journal of Human Resources* 2005;40(3):533–558.

17. Gormley WT, Gayer T, Phillips D, Dawson B. The effects of universal pre-k on cognitive development. *Developmental Psychology* 2005;41(6):872–884.

18. Hernandez DJ, Denton NA, Macartney SE. Early childhood Education programs: Accounting for low enrollment in immigrant and native families. In: Alba R, Waters M, eds. *The new dimensions of diversity: The children of immigrants in North America and Western Europe*. New York: NYU Press. In press.

19. Brown ER, Wyn R, Yu H, Valenzuela A, Dong L. Access to health insurance and health care for children in immigrant families. In Hernandez DJ, ed. *Children of immigrants: Health, adjustment, and public assistance*. Washington, DC: National Academy Press; 1999:126-186.

20. Coleman D. Immigration and Ethnic Change in Low-Fertility Countries: A Third Demographic Transition. *Population and Development Review* 2006;32(3):401-446.

21. US Census Bureau. U.S. Interim Projections by Age, Sex, Race, and Hispanic Origin: 2000-2050. Available at: http://www.census.gov/population/www/projections/usinterimproj/. Accessed April 12, 2011.H

©2020-2026 ABILIO | IMMIGRATION